

[Gaz: La Russie met la pression sur l'Europe](#)



La partie d'échec énergétique vient de débiter avec le maître Putin et une Europe qui tient le couteau par la lame. Jeudi 10 avril, Vladimir Poutine avait informé les pays européens que l'Ukraine devait payer à l'avance ses prochaines factures de gaz et passer au système de prépaiement. Pas de cash, pas de chocolat! Selon Poutine, l'Ukraine ne paie pas pour le gaz qu'elle reçoit de Russie, il manque 2,2 milliards de dollars pour mettre les comptes à zéro.

De son côté l'Europe se demande où trouver ces 2 milliards \$ et constate avec horreur qu'elle n'a rien foutu depuis 2009 pour résoudre ses problèmes de dépendance gazière avec la Russie. Au contraire, la tendance est à la hausse de la consommation.

L'air menaçant, la Commission européenne a averti attendre de ses fournisseurs le respect de leurs engagements. L'Union européenne est un bon client. Elle achète 70 % des exportations russes d'énergie, qui contribuent pour à peu près 50 % des recettes du budget fédéral russe. Il est dans l'intérêt de tous de ne pas utiliser l'énergie comme un outil politique.

»

En réponse, la Russie garantit le respect de ses engagements gaziers envers ses partenaires européens, a déclaré vendredi le président Vladimir Poutine, soulignant que Moscou n'avait pas l'intention de "fermer le robinet" pour l'Ukraine, mais qu'il avait demandé à Kiev de payer le gaz russe à l'avance. "Nous garantissons évidemment le respect total de nos engagements devant les consommateurs européens".

Laxisme européen depuis 2009 - Une facture de 35 milliards d'Euros/an

En menaçant de cesser de livrer du gaz à l'Ukraine, met la pression sur l'Europe, comme en 2009. Car c'est par le réseau de gazoducs ukrainiens que transitent 65 des 133 milliards de mètres cubes de gaz achetés par les pays de l'UE à la Russie.

Les achats de gaz à la Russie couvrent en effet 25 % des besoins des pays de l'UE pour une facture totale de 35 milliards d'euros en 2013, soit 3 milliards par mois, précise la Commission. Les réserves de gaz stocké dans l'UE sont de 37 milliards m³, soit la moitié des capacités.

Les treize pays de l'UE concernés par les menaces russes sont l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la Croatie, l'Italie, la France, la Hongrie, la Grèce, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie. Cinq autres pays non membres de l'UE sont également concernés : la Bosnie-Herzégovine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Moldavie, la Serbie et la Turquie.

Moscou a préconisé de « mener sans délai des consultations au niveau des ministres de l'économie, des finances et de l'énergie pour mettre sur pied des mesures conjointes de stabilisation de l'économie de l'Ukraine et pour assurer les livraisons et le transit du gaz russe dans le strict respect des conditions contractuelles ». La demande sera discutée lundi à Luxembourg par les ministres des affaires étrangères de l'UE.